

# VIH/sida : faire face aux pertes et plaider pour l'espoir

**D**ans le monde entier, les gens souffrent de maladies infectieuses telles que le paludisme et la tuberculose, qui réduisent la productivité et imposent des contraintes aux systèmes de santé déjà insuffisamment développés. On constate ici un manque d'intérêt général pour les investissements susceptibles d'apporter des solutions au problème, qui touche principalement les pauvres. Par ailleurs, on a assisté à l'éclosion d'une épidémie nouvelle et plus dévastatrice. Le VIH/sida a semé la destruction dans toute l'Afrique subsaharienne et s'est attaqué, souvent dans le silence, à certains segments de la population dans tous les pays du monde. Quarante millions d'habitants de la planète vivent aujourd'hui avec le VIH/sida et leur nombre dépassera les 100 millions d'ici dix ans si des mesures de lutte massives ne sont pas instaurées immédiatement.

Dans un nombre croissant de pays, le VIH/sida est une catastrophe pour la stabilité économique. Il se traduit par des pertes de revenus; l'épargne fait place aux dettes et les enfants interrompent leurs études. Les gouvernements sont confrontés à des pénuries de personnel essentiel touché par la maladie : médecins, enseignants, fonctionnaires. Quand des millions d'agriculteurs meurent, la famine suit. Et dans l'ombre, les femmes, en tant que dispensatrices de soins, agricultrices de subsistance et soutiens de famille, se voient imposer un pesant fardeau supplémentaire; par ailleurs, exposées à la violence et victimes de discrimination, elles sont aussi moins à même de se protéger que les hommes.

Le VIH/sida est peut-être la crise la plus grave qui menace tout le développement. En l'absence de progrès dans la lutte contre la maladie, les perspectives de réalisation des cibles des OMD deviennent de plus en plus aléatoires.

## Les interventions du PNUD

Le VIH/sida étant un facteur dans de multiples domaines liés au développement, le PNUD s'emploie à aider les pays à intégrer la lutte contre l'épidémie dans la planification et les budgets nationaux, notamment dans les stratégies de réduction

de la pauvreté, car on ne saurait traiter le VIH/sida par de simples interventions dans le domaine de la santé publique. Nous encourageons l'exercice d'un leadership dynamique dans tous les secteurs, notamment de la part de la société civile et du secteur privé, tout en reconnaissant que les initiatives es plus efficaces en matière de prévention, de soins et d'appui social viennent des communautés. Dans les pays les plus durement frappés, où l'infrastructure sociale et les systèmes de santé croulent sous le poids de la maladie et de la mort, le PNUD vise à enrayer la désintégration, met à disposition des ressources humaines et conçoit des stratégies pour pallier la perte de personnel spécialisé.

Toutes nos activités sont menées dans le respect des droits de la personne et du principe de l'égalité des sexes, en mettant l'accent sur le fait que les personnes touchées par le VIH/sida devraient jouer un rôle actif dans la société, sans stigmatisation. Nous appuyons des stratégies de communication qui transmettent des messages d'espoir; nous préconisons l'adoption de mesures législatives qui s'opposent à la discrimination et nous recommandons que les gens vivant avec le VIH/sida se voient confier des postes de responsabilité et de direction.

Le PNUD est également bien positionné pour aider les gouvernements à attirer les ressources financières disponibles au niveau international pour lutter contre l'épidémie. Créé en 2001, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est devenu une source majeure de financement. Nous œuvrons en étroit partenariat avec le fonds, qui allouera un total de 1,5 milliard de dollars en 2003 et 2004, dont 60 % pour le VIH/sida. Le PNUD a lui-même lancé des initiatives accélérées pour juguler l'épidémie dans les pays les plus gravement touchés. Au Botswana, où neuf garçons de 15 ans sur dix meurent du sida, nous aidons le gouvernement et les autres partenaires du développement à formuler une stratégie nationale d'une durée de cinq ans pour faire face aux graves répercussions sociales et économiques de la maladie. En Europe de l'Est et dans la Communauté des États indépendants, où les taux d'infection augmentent le plus rapidement,

## Les VNU - Visage humain d'une épidémie

**T**serayi Machinda est au cœur de l'épidémie de VIH/sida dans son Zimbabwe natal. Appartenant aux Volontaires des Nations Unies (VNU), organisme administré par le PNUD, il travaille avec le Conseil national du sida pour lutter contre la maladie dans tout le Manicaland, province qui compte plus de 100 000 orphelins et 15 000 cas de sida déclarés. « Nous avons 4 000 Zimbabwéens qui meurent du sida toutes les semaines », dit-il.

Tserayi lutte contre la propagation du VIH/sida par le biais de productions théâtrales et d'ateliers sur les pratiques sexuelles sans risques, en demandant l'aide des chefs de villages pour encourager les gens à modifier leur comportement. Il fait partie d'un contingent mondial de volontaires des Nations Unies qui interviennent dans les communautés en Afrique, en Asie et aux Caraïbes-Amérique latine. En tant que conseillers, ils dispensent des soins à domicile et facilitent l'établissement de groupes d'entraide pour les gens vivant avec le VIH/sida. Ils donnent également des informations sur les plans d'action nationaux et aident

les séropositifs à gagner leur vie.

Par ces efforts ainsi que beaucoup d'autres, le programme des VNU, administré par le PNUD, donne un visage humain et une voix à l'épidémie. Faisant fond sur trois décennies d'expérience et sur les contributions de plus de 30 000 volontaires, le programme répond également à la demande croissante de divers gouvernements et de partenaires des Nations Unies en quête de personnel compétent pour compenser les pertes de travailleurs spécialisés dues au VIH/sida.

Le programme des VNU encourage les contributions de bénévoles en faveur du développement et appuie plus de 20 organismes des Nations Unies dans des domaines aussi divers que les secours humanitaires, la promotion des droits de l'homme, la supervision des élections, l'établissement de la paix et l'atténuation de la pauvreté. En 2002, le programme a mobilisé 5 234 volontaires, de 158 nationalités, qui sont intervenus dans 139 pays.

